

LES FINANCES

LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, dont l'exposé économique a entraîné des compressions de l'ordre de 4 milliards de dollars dans différents programmes de dépenses. Cependant, on n'a pas touché aux milliards de dollars que représentent les dépenses fiscales prévues dans le régime d'imposition des sociétés. Quelques jours après sa déclaration, le ministre a indiqué qu'il allait étudier la question et que le gouvernement envisagerait de refondre tout ce régime fiscal. Cette étude est-elle en cours et va-t-elle déboucher, à l'occasion d'un exposé budgétaire, sur un remaniement général du régime fiscal des sociétés?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, vous me permettez de rappeler au député que l'économie a commencé à bouger depuis mon exposé économique. Comme certains l'affirment, des dizaines de milliers de nouveaux emplois ont été créés et, depuis septembre, c'est plutôt de 100,000 nouveaux emplois qu'il faut parler. De même, les taux d'intérêt ont sensiblement baissé. Les ventes au détail se sont améliorées en novembre justement à cause de l'exposé économique. Tout un lot de choses intéressantes se sont produites.

Pour répondre plus précisément à la question, oui, le ministre a entamé l'étude de toute la question des dépenses fiscales. J'espère pouvoir présenter des propositions à cet égard à peu près au moment de l'exposé budgétaire.

LA DURÉE DE L'ÉTUDE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, cette étude sera-t-elle terminée au moment du budget et va-t-on annoncer à ce moment-là un remaniement du régime fiscal des sociétés ou encore l'étude va-t-elle se prolonger après le budget?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député pose une question au sujet d'un aspect extrêmement complexe de la réforme fiscale. Ce n'est pas une question qui se règle en quelques mois. Cependant, nous devrions avoir une très bonne idée des grandes lignes de cette réforme, ce qui nous permettrait de prendre rapidement certaines décisions.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

LES SOCIÉTÉS MELCHERS ET WABASSO—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Depuis le 4 septembre dernier, le Québec subit de durs coups au niveau de la perte d'emplois. La région de Montréal voit VIA Rail et Radio-Canada «passées au couteau»; la région de Berthier vit la fermeture de la Melchers et, plus récemment encore, l'économie de la Mauricie s'affaîssera avec la liquidation de la Wabasso et la disparition de près de 1,200 emplois.

Questions orales

Ma question au ministre est celle-ci: Est-ce que le gouvernement a l'intention de s'impliquer financièrement dans les «opérations relance» de la Melchers et de la Wabasso plutôt que de rester passif et de blâmer les travailleurs pour leurs malheurs, comme l'a fait le ministre des Travaux publics la semaine dernière?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous avons décidé d'offrir les services d'une commission industrielle pour aider les chômeurs à Montréal...

[Traduction]

Je signale au député que non seulement des commissions collaboreront avec ces groupes au sujet des licenciements de la Wabasso ou de Melcher's mais que nous étudions aussi les différents secteurs dans la région de Trois-Rivières et dans d'autres régions pour voir s'ils peuvent être désignés pour d'autres programmes comme le Programme d'ajustement de l'industrie et de la main-d'œuvre ou sa version modifiée ou s'ils répondent aux critères du SERB. J'étudie ces programmes avec mes collègues le ministre du Travail et le ministre de l'Expansion industrielle régionale.

[Français]

M. Lapierre: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président.

Je suis heureux de voir que la ministre veut utiliser les programmes du gouvernement précédent qu'elle a tellement décriés, mais les gens de Trois-Rivières et de Berthierville sont très inquiets, surtout en sachant que le premier ministre est un expert dans la création de villes fantômes.

Je demande donc à la ministre quelles mesures concrètes elle a l'intention de prendre pour éviter que Berthierville et Trois-Rivières viennent s'ajouter à Schefferville.

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, j'ai dit que le gouvernement est très préoccupé au sujet des mises à pied de la Wabasso et d'autres compagnies. J'ai déjà annoncé que nous commencerons à offrir de l'aide aux comités pour aider les travailleurs affectés, et nous continuerons à aider les travailleurs dans ce secteur.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. J'espère qu'il va cesser, au moins pour cette question, de s'imposer la consigne du silence durant la période des questions.

Avant Noël, le gouvernement a annoncé des compressions de plus de 4 milliards de dollars dans les programmes qui touchent les Canadiens ordinaires. Le ministre des Finances vient d'admettre que rien ne sera changé, dans le prochain budget, au programme de concessions fiscales de 20 milliards de dollars, dont profitent les grandes sociétés et que le vérificateur général et bon nombre d'hommes d'affaires ont remis en question parce qu'il représente un gaspillage possible de millions de dollars pour notre économie, va rester sous sa forme actuelle dans le prochain budget. Ma question est tout simplement la suivante: pourquoi le gouvernement est-il disposé à modifier